

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juni 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2013;

Gelet op het advies 53.983/4 van de Raad van State, gegeven op 18 september 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1998, 17 juli 2002, 10 februari 2004 en 8 november 2007, wordt het eerste lid van artikel 11 vervangen als volgt :

“Artikel 11. De basistoelage toegekend aan elk plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie wordt vastgesteld op 123.220,68 euro. De basistoelage wordt met 20.358,70 euro vermeerderd :

1° ofwel, indien het plaatselijk centrum meer dan één arrondissement dekt en over een functionele antenne die erkend wordt door de Minister beschikt en dit, in één of meer andere arrondissementen dan dat waarin de hoofdzetel van de activiteiten gelegen is;

2° ofwel, indien het plaatselijk centrum een arrondissement dekt waarvan het bevolkingscijfer hoger is dan 500.000 eenheden.

Deze bedragen worden gebonden aan het gezondheidsindexcijfer van de maand september 2003 en schommelen elk jaar vanaf 1 januari 2005 volgens de evolutie van dat gezondheidscijfer, waarbij het cijfer van de vorige maand september in aanmerking wordt genomen.”.

Art. 2. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200519]

9 JANVIER 2014. — Décret destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des établissements pour âgés en Région wallonne

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « établissements pour âgés » : les établissements pour âgés visés à l'article 334, 2°, a) à h) du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé dont l'organe de gestion est composé d'au moins trois personnes physiques ou morales, à l'exception de ceux fondés ou administrés par au moins une personne morale de droit public;

2° « établissements pour âgés bénéficiant d'un titre de fonctionnement » : les établissements pour âgés visés au 1° qui bénéficient d'un titre de fonctionnement octroyé par la Région wallonne;

3° « établissements pour âgés candidats au titre de fonctionnement » : les établissements pour âgés visés au 1° qui sollicitent, auprès de la Région wallonne, l'octroi d'un titre de fonctionnement.

CHAPITRE II. — Des établissements pour âgés bénéficiant d'un titre de fonctionnement

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 3. § 1^{er}. L'organe de gestion des établissements pour âgés bénéficiant d'un titre de fonctionnement se compose au maximum de deux tiers de membres de même sexe.

Lorsque le nombre maximum d'administrateurs de même sexe calculé conformément à l'alinéa 1^{er} n'est pas un nombre entier, il est arrondi au nombre entier le plus proche.

§ 2. Pour déterminer le nombre maximum d'administrateurs de même sexe au sein des organes de gestion des établissements pour âgés bénéficiant d'un titre de fonctionnement, seules sont prises en compte les personnes physiques et les personnes morales de droit privé représentées par un mandataire ou un tiers agissant en qualité de représentant de celles-ci.

Section 2. — Dérogations

Art. 4. § 1^{er}. Tout établissement pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement peut introduire, auprès du Ministre de tutelle, une demande de dérogation à la règle visée à l'article 3.

La demande de dérogation est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi.

Cette demande de dérogation suspend toute procédure de retrait du titre de fonctionnement pour méconnaissance de la règle visée à l'article 3 et qui serait en cours à l'encontre de l'établissement pour aînés.

§ 2. Le Ministre de tutelle peut accorder une dérogation à la règle visée à l'article 3, si l'établissement pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement démontre que l'exercice de son objet social implique ou a pour conséquence la non-mixité.

Il peut accorder une dérogation temporaire, renouvelable une fois, à la règle visée à l'article 3 si l'établissement pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement démontre l'impossibilité de s'y conformer, sur la base de données objectives et des dispositions prises en vue d'accroître la participation équilibrée des femmes et des hommes dans son organe de gestion.

Art. 5. L'établissement pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement qui respecte la règle visée à l'article 3 et qui, en raison d'un événement soudain affectant son organisation interne, tel le décès d'un administrateur, sa démission ou sa révocation, ne peut plus s'y conformer, en informe le Gouvernement par courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi, dans les deux mois à dater de la survenance de l'événement.

L'organisme privé agréé visé à l'alinéa 1^{er} dispose, à dater de la survenance de l'événement, d'un délai de douze mois pour se conformer à l'article 3. A défaut, l'article 6 s'applique.

Section 3. — Sanction

Art. 6. Le titre de fonctionnement d'un établissement pour aînés est retiré si :

1° il ne respecte pas la règle visée à l'article 3;

2° il ne bénéficie pas de la dérogation visée aux articles 4, 5 ou 9.

Le titre de fonctionnement est retiré conformément à l'article 369 du Code décrétal wallon de l'Action sociale et de la Santé et aux dispositions prises en exécution de celui-ci.

Section 4. — Disposition transitoire

Art. 7. § 1^{er}. Les établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement au jour de l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que ceux visés à l'article 10, alinéa 2, disposent d'un délai de trois années à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, pour se conformer à la règle visée à l'article 3.

§ 2. A défaut de s'être conformés à la règle visée à l'article 3 dans le délai visé au paragraphe 1^{er} :

1° les établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement définitif, accordé pour une période indéterminée, voient, d'office, leur titre de fonctionnement limité à une durée déterminée de trois années, prenant cours à dater de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er};

2° les établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement provisoire, dont l'échéance de la prorogation visée à l'article 358, § 1^{er}, alinéa 2, du Code décrétal wallon de l'Action sociale et de la Santé est postérieure à l'échéance d'un délai de trois années, prenant cours à dater de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er}, voient, d'office, leur titre de fonctionnement limité à une durée déterminée de trois années, prenant cours à dater de l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er};

3° les établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement provisoire, dont l'échéance est antérieure à l'échéance d'un délai de trois années prenant cours à dater de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er}, voient d'office leur titre de fonctionnement prendre fin à l'expiration de sa durée déterminée.

Les établissements pour aînés visés à l'alinéa 1^{er} peuvent demander à l'administration de bénéficier de mesures d'accompagnement pendant la période durant laquelle ils continuent à bénéficier d'un titre de fonctionnement, afin de rencontrer la règle visée à l'article 3.

§ 3. Si les établissements pour aînés visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, se mettent en conformité avec la règle visée à l'article 3 avant l'expiration de leur titre de fonctionnement dont la durée a été limitée d'office, ils en informent le Gouvernement, qui leur accorde un nouveau titre de fonctionnement à durée indéterminée.

Si les établissements pour aînés visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, se mettent en conformité avec la règle visée à l'article 3 avant l'expiration de leur titre de fonctionnement provisoire dont la durée a été limitée d'office, ils en informent le Gouvernement, qui proroge leur titre de fonctionnement jusqu'à leur échéance initiale.

*CHAPITRE III. — Des établissements pour aînés candidats à l'agrément**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 8. § 1^{er}. Pour bénéficier d'un titre de fonctionnement de la Région wallonne, les organes de gestion des établissements pour aînés sont gérés par un organe de gestion composé au maximum de deux tiers de membres de même sexe.

Le nombre maximum d'administrateurs de même sexe est calculé conformément aux modalités fixées à l'article 3.

§ 2. Le Gouvernement peut refuser d'accorder un titre de fonctionnement à un établissement pour aînés sur la base du présent article uniquement après avoir entendu ce dernier.

Section 2. — Dérogation

Art. 9. § 1^{er}. Tout établissement candidat à un titre de fonctionnement peut solliciter, auprès du Ministre de tutelle, une dérogation à la condition relative à l'octroi d'un titre de fonctionnement visée à l'article 8.

La demande de dérogation est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi.

§ 2. Le Ministre de tutelle peut accorder une dérogation à la condition relative à l'octroi d'un titre de fonctionnement visée à l'article 8, si l'établissement pour aînés candidat au titre de fonctionnement démontre que l'exercice de son objet social implique ou a pour conséquence la non-mixité.

Il peut accorder une dérogation temporaire à la condition relative à l'octroi d'un titre de fonctionnement visée à l'article 8, si l'établissement pour aînés candidat au titre de fonctionnement démontre l'impossibilité de s'y conformer, sur la base de données objectives et des dispositions prises en vue d'accroître la participation équilibrée des femmes et des hommes dans son organe de gestion.

§ 3 L'établissement candidat à un titre de fonctionnement qui obtient une dérogation temporaire peut demander à l'administration de bénéficier de mesures d'accompagnement pendant la période de la dérogation, afin de rencontrer la règle visée à l'article 2.

Section 3. — Disposition transitoire

Art. 10. La condition d'octroi d'un titre de fonctionnement visée à l'article 8 ne s'applique pas aux établissements pour aînés qui ont introduit une demande de titre de fonctionnement avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les établissements pour aînés visés à l'alinéa 1^{er} qui obtiennent un titre de fonctionnement de la Région wallonne sont considérés comme des établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement au sens de l'article 2, 2^o.

Les dispositions du chapitre II leurs sont applicables.

CHAPITRE IV. — Mesures d'évaluation

Art. 11. Tous les deux ans, l'administration publique, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, une liste non nominative reprenant :

1^o le nombre d'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement respectant l'exigence figurant à l'article 3;

2^o le nombre d'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement, qui bénéficient de la dérogation visée à l'article 4;

3^o le nombre d'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement, qui bénéficient de la dérogation visée à l'article 5;

4^o le nombre d'établissements pour aînés dont le titre de fonctionnement a été retiré sur la base de l'article 6;

5^o le nombre d'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement, qui bénéficient de la disposition transitoire visée à l'article 7;

6^o le nombre d'établissements pour aînés candidats au titre de fonctionnement dont le titre de fonctionnement a été refusé sur la base de l'article 8, § 2;

7^o le nombre d'établissements pour aînés bénéficiaires de la dérogation visée à l'article 9.

Le Gouvernement évalue les effets de la règle visée à l'article 3 et la nécessité de son maintien sur la base de la liste visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. — Dispositions finales et abrogatoires

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Les dispositions légales, réglementaires ou statutaires antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret qui régissent, en Région wallonne, les procédures d'octroi d'un titre de fonctionnement aux établissements pour aînés et qui ne respectent pas les règles posées par les chapitres 2 et 3 sont abrogées.

Le Gouvernement détermine la liste des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 14. Le Gouvernement est chargé de l'exécution du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 903 (2013-2014). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 8 janvier 2014.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200519]

9 JANUARI 2014. — Decreet tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarde personen in het Waalse Gewest

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "inrichtingen voor bejaarden" : de inrichtingen voor bejaarden bedoeld in artikel 334, 2°, *ah*) van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, waarvan het beheersorgaan uit minstens drie natuurlijke of rechtspersonen bestaat, met uitzondering van degene opgericht of beheerd door minstens een publiekrechtelijke rechtspersoon;

2° "inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning" : de in 1° bedoelde inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een door het Waalse Gewest toegekende werkingsvergunning;

3° "inrichtingen voor bejaarden die kandidaat zijn voor de werkingsvergunning" : de in 1° bedoelde inrichtingen voor bejaarden die bij het Waalse Gewest om de toekenning van een werkingsvergunning verzoeken.

HOOFDSTUK II. — *Inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 3. § 1. Het beheersorgaan van de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning, bestaat uit maximum twee derden van leden van hetzelfde geslacht.

Wanneer het overeenkomstig het eerste lid berekende maximum aantal bestuurders van hetzelfde geslacht, geen geheel getal is, wordt het afgerond naar het dichtstbijgehele getal.

§ 2. Om het maximum aantal bestuurders van hetzelfde getal binnen de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning, te bepalen, worden alleen de natuurlijke personen en de privaatrechtelijke rechtspersonen vertegenwoordigd door een mandataris of een derde die als vertegenwoordiger ervan handelt, in aanmerking genomen.

Afdeling 2. — Afwijkingen

Art. 4. § 1. Elke inrichting voor bejaarden die in aanmerking komt voor een werkingsvergunning, kan bij de voogdijminister, een aanvraag tot afwijking van de in artikel 3 bedoelde regel indienen.

De afwijkingaanvraag wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, gericht.

Deze afwijkingaanvraag schorst elke procedure tot intrekking van de werkingsvergunning wegens miskenning van de in artikel 3 bedoelde regel die strijdig zou zijn met de inrichting voor bejaarden.

§ 2. De voogdijminister kan een afwijking van de in artikel 3 bedoelde regel toekennen indien de inrichting voor bejaarden die in aanmerking komt voor een werkingsvergunning bewijst dat de uitoefening van haar maatschappelijk doel de niet-gemengdheid inhoudt of als doel heeft.

Hij kan een tijdelijke afwijking, die één keer verlengbaar is, van de in artikel 3 bedoelde regel toekennen, indien de inrichting voor bejaarden die in aanmerking komt voor een werkingsvergunning, de onmogelijkheid om zich daaraan aan te passen bewijst op grond van objectieve gegevens en van de bepalingen genomen om de evenwichtige deelname van vrouwen en mannen in haar beheersorgaan te verhogen.

Art. 5. De inrichting voor bejaarden die in aanmerking komt voor een werkingsvergunning, die de in artikel 3 bedoelde regelt naleeft en die wegens een plotseling evenement dat haar interne organisatie aantast, zoals het overlijden van een bestuurder, zijn ontslag of zijn afzetting, zich daaraan niet meer kan aanpassen, licht de Regering daarover bij aangetekend schrijven of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, in binnen twee maanden na het plaatshebben van het evenement.

De in het eerste lid bedoelde erkende privé-inrichting beschikt vanaf het plaatshebben van het evenement over een termijn van 12 maanden om zich aan artikel 3 aan te passen. Zo niet is artikel 6 van toepassing.

Afdeling 3. — Sanctie

Art. 6. De werkingsvergunning van een inrichting voor bejaarden wordt ingetrokken indien :

1° ze de in artikel 3 bedoelde regel niet naleeft;

2° ze de in de artikelen 4, 5 of 9 bedoelde afwijking niet geniet.

De werkingsvergunning wordt ingetrokken overeenkomstig artikel 369 van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van de in uitvoering ervan genomen bepalingen.

Afdeling 4. — Overgangsbepaling

Art. 7. § 1. De inrichtingen voor bejaarden die op de inwerkingtreding van dit decreet in aanmerking komen voor een werkingsvergunning alsmede de inrichtingen bedoeld in artikel 10, tweede lid, beschikken over een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van die decreet om zich aan de regel bedoeld in artikel 3 aan te passen.

§ 2. Indien ze zich niet aan de regel bedoeld in artikel 3 binnen de in § 1 bedoelde termijn hebben aangepast :

1° zien de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een definitieve werkingsvergunning die voor een onbepaalde termijn toegekend is, van ambtswege hun werkingsvergunning beperkt tot een bepaalde duur van drie jaar, die begint te lopen vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn;

2° zien de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een voorlopige werkingsvergunning waarvan de vervaldatum van de verlenging bedoeld in artikel 358, § 1, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid volgt op de vervaldatum van een termijn van drie jaar die begint te lopen vanaf de vervaldatum van de in § 1 bedoelde termijn, van ambtswege hun werkingsvergunning beperkt tot een bepaalde duur van drie jaar, die begint te lopen vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn;

3° zien de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een voorlopige werkingsvergunning waarvan de vervaldatum voorafgaat aan de vervaldatum van een termijn van drie jaar die begint te lopen vanaf de vervaldatum van de in § 1 bedoelde termijn van ambtswege hun werkingsvergunning eindigen na afloop van haar bepaalde duur.

De in het eerste lid bedoelde inrichtingen voor bejaarden, kunnen aan het bestuur erom verzoeken om begeleidingsmaatregelen te genieten tijdens de periode waarin ze blijven in aanmerking te komen voor een werkingsvergunning om te voldoen aan de in artikel 3 bedoelde regel.

§ 3. Indien de inrichtingen voor bejaarden bedoeld in § 2, eerste lid, 1°, zich aan de in artikel 3 bedoelde regel aanpassen vóór het verstrijken van hun werkingsvergunning waarvan de duur van ambtswege beperkt is, lichten ze de Regering daarover in, die hun een nieuwe werkingsvergunning voor onbepaalde duur toekent.

Indien de inrichtingen voor bejaarden bedoeld in § 2, eerste lid, 2° zich aan de in artikel 3 bedoelde regel aanpassen vóór het verstrijken van hun voorlopige werkingsvergunning waarvan de duur van ambtswege beperkt is, lichten ze de Regering daarover in, die hun werkingsvergunning tot hun oorspronkelijke vervaldatum verlengt.

HOOFDSTUK III. — Inrichtingen voor bejaarden die kandidaat zijn voor de erkenning

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 8. § 1. Om in aanmerking te komen voor een werkingsvergunning van het Waalse Gewest worden de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarden door een beheersorgaan bestaande uit maximum twee derden van leden van hetzelfde geslacht beheerd.

Het maximum aantal bestuurders van hetzelfde geslacht wordt overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 3 berekend.

§ 2. Op grond van dit artikel kan de Regering weigeren om een werkingsvergunning toe te kennen aan een inrichting voor bejaarden slechts na laatstgenoemde te hebben gehoord.

Afdeling 2. — Afwijking

Art. 9. § 1. Elke inrichting voor bejaarden die kandidaat is voor een werkingsvergunning, kan een afwijking van de in artikel 8 bedoelde voorwaarde betreffende de toekenning van een werkingsvergunning aan de voogdijminister vragen.

De afwijkingaanvraag wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, gericht.

§ 2. De voogdijminister kan een afwijking van de in artikel 8 bedoelde voorwaarde betreffende de toekenning van een werkingsvergunning toekennen indien de inrichting voor bejaarden die kandidaat is voor een werkingsvergunning, bewijst dat de uitoefening van haar maatschappelijk doel de niet-gemengdheid inhoudt of als doel heeft.

Hij kan een tijdelijke afwijking van de in artikel 8 bedoelde voorwaarde betreffende de toekenning van een werkingsvergunning toekennen indien de inrichting voor bejaarden die kandidaat is voor de werkingsvergunning de onmogelijkheid om zich daaraan aan te passen bewijst op grond van objectieve gegevens en van de bepalingen genomen om de evenwichtige deelname van vrouwen en mannen in haar beheersorgaan te verhogen.

§ 3. De inrichting die kandidaat is voor een werkingsvergunning en die een tijdelijke afwijking geniet, kan aan het bestuur erom verzoeken om tijdens de afwijkingperiode begeleidingsmaatregelen te genieten om te voldoen aan de in artikel 2 bedoelde regel.

Afdeling 3. — Overgangsbepaling

Art. 10. De in artikel 8 bedoelde voorwaarde van de toekenning van een werkingsvergunning is niet van toepassing op de inrichtingen voor bejaarden die een werkingsvergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit decreet hebben ingediend.

De in het eerste lid bedoelde inrichtingen voor bejaarden die een werkingsvergunning van het Waalse Gewest verkrijgen, worden beschouwd als inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning in de zin van artikel 2, 2°.

De bepalingen van hoofdstuk II zijn erop van toepassing.

HOOFDSTUK IV. — Evaluatiemaatregelen

Art. 11. Om de twee jaar maakt het bestuur volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een niet-nominatieve lijst bekend die de volgende elementen vermeldt :

1° het aantal inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning en die de in artikel 3 bedoelde eis naleven;

2° het aantal inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning en die de in artikel 4 bedoelde afwijking genieten;

3° het aantal inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning en die de in artikel 5 bedoelde afwijking genieten;

4° het aantal inrichtingen voor bejaarden waarvan de werkingsvergunning op grond van artikel 6 ingetrokken is;

5° het aantal inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning en die de in artikel 7 bedoelde voorlopige bepaling genieten;

6° het aantal inrichtingen voor bejaarden die kandidaat zijn voor de werkingsvergunning, waarvan de werkingsvergunning op grond van artikel 8, § 2, is ingetrokken.

7° het aantal inrichtingen voor bejaarden die de in artikel 9 bedoelde afwijking genieten.

De Regering evalueert de effecten van de in artikel 3 bedoelde regel en de noodzaak van haar handhaving op grond van de in het eerste lid bedoeld lijst.

HOOFDSTUK V. — Slot- en opheffingsbepalingen

Art. 12. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen die van vóór de inwerkingtreding van dit decreet dateren, die in het Waalse Gewest de procedures voor de toekenning van een werkingsvergunning aan de inrichtingen voor bejaarden regelen, en die de in de hoofdstukken 2 en 3 bedoelde regels niet naleven, worden opgeheven.

De Regering bepaalt de lijst van de in het eerste lid bedoelde bepalingen

Art. 14. De Regering is belast met de uitvoering van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 903 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 8 januari 2014.

Bespreking.

Stemming.